

## LES GOUVERNEMENTS AMÉRICAIN ET CANADIEN METTENT LA PRESSION SUR L'ALGÉRIE

# Formations sur «les modes d'investigation et de recherche financière» et le crime organisé transfrontalier

*A défaut d'obtenir du gouvernement algérien un partenariat concret dans la lutte contre la corruption, et ce n'est pas faute d'avoir essayé, les gouvernements américain et canadien mettent la pression sur l'Algérie en multipliant (tout en les finançant) les formations des magistrats et des officiers de police judiciaire et des douanes sur les modes d'investigation et de recherche financière et le crime organisé transfrontalier. Mais ce n'est pas l'Algérie qui est demandeuse de ces formations, mais elle n'ose les refuser, ce serait trop flagrant : ce sont ces gouvernements qui les proposent. Chacun de ces pays — formés et formateurs — faisant semblant de croire que c'est utile... Deux sessions de formation ont eu lieu la semaine dernière.*

Une session de formation organisée par le ministère de la Justice sur «les modes d'investigation et la recherche financière» animée par des experts américains s'est ouverte le 25 mars dernier à la Résidence des magistrats à Alger et a duré 5 jours. Cette session a porté sur les techniques de comptabilité financière en matière d'investigation dans les crimes de corruption, notamment le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle a été animée par 4 experts américains du Département des recettes internes chargé de la collecte des impôts sur le revenu aux USA.

La session s'est déroulée en présence de juges algériens du parquet et d'instruction, d'officiers de la police judiciaire et différents corps de sécurité ainsi que d'agents de la direction des douanes. Cette session s'inscrit dans «le prolongement de la coopération algéro-américaine dans le domaine juridique», a indiqué le secrétaire général du ministère de la Justice à l'ouverture des travaux. L'ambassadeur des Etats-Unis à Alger a assisté à la cérémonie d'ouverture.

### Outils juridiques aux magistrats et à la police judiciaire

Autre formation à l'initiative du Canada. Le directeur général des affaires judiciaires et juridiques au ministère de la Justice a souligné, le 26 mars dernier, à Alger, que la lutte contre le crime et le crime organisé transfrontalier passait par la conjugaison des efforts de tous les pays concernés. Dans son intervention à l'ouverture de la session de formation animée par des experts canadiens sur le système juridique anglo-saxon, il a déclaré que «tous les pays doivent se préparer sur les plans humain, structurel et organisationnel pour faire face au crime organisé transnational» qui requiert «la coordination des efforts entre les pays».

Cette session de formation de deux jours vise à présenter «les outils juridiques aux magistrats et à la police judiciaire pour lutter contre le crime dans le cadre de la légalité et du respect des droits de l'homme», a-t-il indiqué.

Ces outils se sont renforcés par l'adhésion de l'Algérie à toutes les conventions de l'ONU, tant sur le plan multilatéral que sur le plan des conventions régionales et bilatérales. Les conventions que l'Algérie a signées avec des pays européens, africains et arabes «ont permis de renforcer son arsenal juridique en matière de lutte

contre le crime et la coopération dans le cadre de la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption et la loi sur le financement du terrorisme et la lutte contre la contrebande». Ce colloque, qui s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et le Canada, permettra aux magistrats algériens de s'enquérir de l'expérience canadienne qui «concilie les systèmes latin et anglo-saxon en matière de crime et de crime organisé». Cette rencontre constitue une occasion pour élargir les connaissances du juge des peines en matière d'extradition des criminels qui diffèrent d'un système à un autre, a

ajouté le responsable. Pour sa part, l'ambassadrice du Canada à Alger a souligné l'importance de cette session de formation encadrée par trois experts canadiens spécialisés dans la lutte contre la drogue et le crime, ainsi que la lutte antiterroriste. En 2011, l'ambassade du Canada à Alger avait organisé deux ateliers, le premier sur les mécanismes internationaux de partenariat dans le domaine pénal antiterroriste et le second sur «la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme». Cette session de formation est organisée au profit de 80 juges de la Cour suprême et des tribunaux régio-

naux encadrés par trois experts canadiens. Former les magistrats et les officiers de police judiciaire est une bonne chose, mais encore faudrait-il que cette formation serve des institutions indépendantes de l'Exécutif.

Malheureusement, en Algérie, nous sommes encore très loin de l'existence effective d'une séparation des pouvoirs, pourtant consacrée par la Constitution.

Quant à la volonté politique à lutter contre la corruption et la criminalité transnationale organisée, il faudra attendre...

Djilali Hadjadj

## A Chlef, l'antenne de la Caisse de garantie des marchés publics<sup>(\*)</sup> ferme ses portes faute... de budget !

A moins d'un revirement de dernière minute, l'agence de wilaya de la caisse de garantie des marchés publics risque de disparaître à jamais du paysage local. Et pour cause, la direction régionale ouest de cet organisme a adressé à la responsable de ladite agence, le 11 mars dernier, une correspondance dans laquelle elle l'informe que l'antenne en question «sera fermée à partir du 31 mai prochain». Elle justifie sa décision par des «motifs économiques» et propose aux travailleurs «des emplois au sein de ses services à Oran», à... 200 km de leur lieu de résidence ! «Un délai de huit jours vous est accordé pour vous prononcer sur la question. En cas de refus, vous serez considéré en période d'essai et, donc, il sera fait application du règlement intérieur de la caisse», lit-on dans le document. Cela signifie le licenciement pur et simple des salariés dont le nombre n'a pas été précisé. Le chargé d'études techniques de l'agence de Chlef demande expressément aux autorités de la wilaya d'intervenir pour annuler cette décision. «Nous demandons le maintien de l'établissement pour continuer à soutenir les entreprises de réalisation de sept wilayas. Nous avons actuellement plusieurs demandes de garanties déposées par des opérateurs de la région dans les domaines des travaux publics et de l'hydraulique, notamment», écrit-elle.

LSC

(\*) La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) est un organisme d'Etat chargé de faciliter la réalisation des projets d'investissement et toutes commandes publiques initiées par l'Etat et ses démembrements.

En application du décret exécutif n° 98-67 du 21 février 1998 portant création, organisation et fonctionnement de cet organisme, la CGMP permet aux entreprises : d'obtenir toutes cautions ou garanties leur permettant de participer à la réalisation des marchés ou commandes publiques ; d'obtenir les garanties exigées par les services contractants ; de bénéficier des avances contractuelles destinées à couvrir les dépenses prévues dans le cadre de la réalisation des marchés ou commandes publiques ; d'obtenir le paiement

de leurs situations et/ou factures lorsque celles-ci n'ont pas été réglées dans les délais réglementaires ; d'obtenir des avances sur situations de travaux avant que le service contractant ne leur reconnaisse des droits à paiement ; de prétendre à des crédits globalisés qui pourraient couvrir de manière indistincte leurs besoins de préfinancement ou de mobilisation de créances lorsqu'elles disposent de portefeuille de marchés ou commandes importants et réguliers conclus avec les services de l'Etat ou ses démembrements ; et de bénéficier de la garantie de l'institution auprès de leurs banques pour l'obtention de tout crédit ayant pour objet la réalisation d'un marché ou commande public (aval de billets à ordre).

LSC

## Pour le wali de Constantine, le retard dans la livraison de la commande publique est dû au... code des marchés !

Selon un exposé présenté au Conseil de wilaya par le secrétaire général de la commune de Constantine, 66 projets inscrits dans le programme de l'année 2011 ont accusé un retard d'exécution et n'ont été lancés que dernièrement. Cette information a fait l'objet d'un communiqué du cabinet du wali diffusé le 29 mars dernier.

Il est indiqué dans ce document que les arguments apportés par ce responsable pour expliquer le retard de plus d'une année de la totalité de ces opérations qui ont été inscrites sur le budget de la municipalité et dont le cadre du programme communal de développement est lié aux lenteurs des procédures administratives et réglementaires imposées par le code des marchés publics ainsi que la gestion centralisée des dossiers comme principaux motifs du retard dans leur démarrage.

LSC

### Publicité

Issu du Bureau conseil « Consultant-MBS » qui a fait ses preuves dans la formation et l'intervention de conseil inter et intra entreprises depuis 1997, **L'INSTITUT EN MANAGEMENT EL MACIR**, groupe spécialisé dans l'éducation et la formation, vous propose des formations ciblées et adaptées en MANAGEMENT, GRH, COMMUNICATION ET EFFICACITE PERSONNELLE sous la conduite de consultants experts dans le domaine, capitalisant une longue pratique des activités et des responsabilités de gestion et de management.



Consultez  
notre programme  
du 1er semestre  
[www.elmacir.com](http://www.elmacir.com)

### Acquisition et gestion des compétences en 5 sessions

. Planification des RH	1-2 avril
. Elaboration de la cartographie des emplois	29-30 avril
. Gestion des compétences	27-28 mai
. Processus de recrutement	17-18 juin
. Gestion de la mobilité	8-9 juillet

### Outils du management en 5 sessions

. Techniques de réunion	1-3 avril
. Gestion du temps	6-8 mai
. Analyse et résolution de problèmes	27-29 mai
. Entretien d'évaluation	26-28 juin
. Gestion du stress	15-17 juillet

### Ingénierie de la formation en 6 sessions

. Politique et stratégie de la formation	8-9 avril
. Identification des besoins de formation	22-23 avril
. Montage et validation des plans de formation	6-7 mai
. Mise en œuvre des actions de formation	27-29 mai
. Evaluation des actions de formation	19-21 juin
. Evaluation des effets de la formation	15-16 juillet

### Rémunération en 2 sessions

. Evolution des concepts, politiques salariales, cadre légal et réglementaire régissant la rémunération	22-23 avril
. Pratiques de la paie	20-22 mai